

Adresser toute correspondance à :

**"LA LIBERTÉ"**

ABONNEMENTS :

Canada	2.00
États-Unis	2.50
Europe	3.00

100 DE LA  
BROADWAY AVE.  
LIBERTÉ  
WINNIPEG, MAN.

PROVINCIAL  
LIBRARY  
MANITOBA

Telephone 21 817

Publié par  
**CANADIAN PUBLISHERS, LTD.**  
618, avenue McDermott  
Winnipeg, Manitoba

Directeur: Donatien Frémont

## DIEU ET MON DROIT

## Parlement fédéral

## LE BILL DE L'ASSURANCE-CHOMAGE

Le fonds de l'assurance sera alimenté par les contributions de l'employé, du patron et de l'Etat—La réforme de la constitution devrait se faire avec le consentement unanime des provinces

OTTAWA.—La première des réformes proposées par M. Bennett à l'Assemblée législative, c'est le bill de l'assurance-chômage. En effet, le projet comporte rétablissement d'une loi d'assurance en même temps que d'un service de placement. Il laisse entendre, pour l'avenir, d'autres assurances sociales.

Assurance-chômage et service de placement sont confiés à la régie d'une commission qui ne dépendra pas du Parlement. Elle jouira d'une liberté d'action comparable à celle de la Commission des chemins de fer.

## La Commission

Il y aura donc une commission, la "Commission de placement et d'assurance-chômage" qui sera composée de sept membres. Le gouvernement se réserve le droit de nommer le président des commissaires à sa discrétion. Les deux autres commissaires seront nommés, l'un après consultation d'organisations de travailleurs, l'autre après consultation d'organisations d'employeurs. Les commissaires sont nommés pour six ans, devront consacrer tout leur temps à leurs fonctions et ils toucheront des traitements qui ne sont pas encore fixés.

La commission administrera l'assurance-chômage que le projet de loi établit, verra à la gestion de ses fonds. On lui confie, outre cela, le rétablissement d'un service de placement, avec bureau central et tous les bureaux régionaux et locaux qu'il faudra. Le fonds de l'assurance-chômage, il sera alimenté par des contributions de l'employeur et de l'employé, selon un tarif de dix centimes par semaine, et par une contribution du trésor fédéral qui sera de 20 pour cent du total des versements. Les prestations de chômage qui pourront être touchées à même ce fonds sont également établies par des calculs d'acteurs.

Tous les travailleurs et toutes les travailleuses du pays, âgés de plus de seize ans (le gouvernement estime qu'il y a au nombre de plus d'un million et demi) pourront se prévaloir de l'assurance-chômage; à l'exception toutefois des personnes qui sont employées dans l'industrie agricole, dans l'industrie de la pêche, dans l'industrie forestière, dans l'industrie de la chasse et du piégeage, qui sont à l'emploi d'institutions financières, à l'exception des domestiques et aussi des fonctionnaires fédéraux, provinciaux ou municipaux. À l'exception encore des personnes qui sont parties d'un territoire de la régence, des personnes qui travaillent à commission ou qui ont deux emplois, dont l'un est une source de revenus, à l'exception des personnes qui sont employées dans l'industrie agricole, dans l'industrie de la pêche, dans l'industrie forestière, dans l'industrie de la chasse et du piégeage, qui sont à l'emploi d'institutions financières, à l'exception des domestiques et aussi des fonctionnaires fédéraux, provinciaux ou municipaux.

Les prestations de chômage sont établies par jour et par semaine, selon l'âge et la sexe de l'employé; de 25 cents à \$1. par jour; de \$1.50 à \$2. par semaine. Pour les personnes à charge des assurés, des prestations quotidiennes de 15 cents ou de 20 cents et des prestations hebdomadaires de 90 cents ou de \$2.70 sont prévues, selon que la personne à charge est un adulte ou un enfant.

En une année de prestation, un assuré a droit à la prestation pour 75 jours de chômage. Un supplément de prestation est prévu dans le cas d'un assuré qui a versé au moins 100 contributions sans recevoir aucune prestation. Un assuré qui a réclamé une prestation et qui n'a commencé le versement de ses contributions doit attendre trois semaines avant de faire une nouvelle réclamation.

Les personnes qui chôment parce qu'elles ont participé à une grève, parce qu'elles ont été arrêtées, ou encore parce qu'elles se sont mal conduites n'ont pas droit à la prestation de chômage.

Par contre, une personne qui chômage ne peut être forcée d'accepter un salaire moindre ou de travailler dans un travail moins favorable qu'auparavant. Elle ne peut être forcée non plus d'accepter un emploi.

Plusieurs personnes qui chôment parce qu'elles ont participé à une grève, parce qu'elles ont été arrêtées, ou encore parce qu'elles se sont mal conduites n'ont pas droit à la prestation de chômage.

Par contre, une personne qui chômage ne peut être forcée d'accepter un salaire moindre ou de travailler dans un travail moins favorable qu'auparavant. Elle ne peut être forcée non plus d'accepter un emploi.

## A la Cour suprême

## UN PROTECTEUR

## DE STAVISKY A

## UNE FIN SUBITE

## Mme Georges Pressard

## demande l'autopsie du corps

## de son mari, ancien

## procureur de la République

## PARIS.—Madame Georges Pressard a causé toute sa semaine, en marge de l'affaire Stavisky, en demandant l'autopsie du cadavre de son mari, décédé subitement.

## Georges Pressard, ancien procureur général de la République, avait eu 70 ans le 9 février. Pressard était officier de la Légion d'honneur et il avait été conseiller près la Cour d'appel de Paris.

## Il était devenu le mari de Mme Camille Chautemps, ancien président du ministère renversé en janvier 1934, précisément à cause des scandales Stavisky.

## Pressard est mort après avoir passé la nuit avec le cadavre de son mari, dans un bureau sans avoir donné le moindre signe de malade. Il était mort quand le médecin arriva.

## Complément.

## Pressard avait abandonné ses charges de procureur général l'année dernière, on l'accusait de n'avoir pas livré à la justice des documents incriminant Alexandre Stavisky, le maître-banquier, et d'avoir à plusieurs reprises (19 fois) autorisé l'ajournement du procès pour fraude qu'on avait intenté à Stavisky. Son nom avait été fréquemment mentionné dans les journaux français à la suite de l'assassinat du conseiller Prince, son subordonné, trouvé broyé sur la voie ferrée, près de Dijon; ce magistrat avait soupçonné le scandale Stavisky. (Tout dernièrement, devant la commission d'enquête sur les affaires Stavisky, M. Raymond Prins, fils de l'assassiné, avait accusé nommément Pressard et M. Chautemps d'avoir trépidé dans l'assassinat de son père.)

## C'est d'une angine de poitrine que l'ancien procureur de la République est décédé. C'est ce que vient de révéler l'autopsie réclamée par sa veuve. On avait cru un moment que Pressard s'était peut-être suicidé ou encore avait été empoisonné.

## Mort de R. P. Louis

## Le Jeune, O.M.I.

## OTTAWA.—Le R. P. Louis Le Jeune, O.M.I., professeur et historien de grande réputation, est décédé au Juniorat du Sacré-Cœur, à l'âge de 67 ans.

## Le Père Le Jeune était né en Bretagne et avait passé 37 ans au Canada, où il avait été directeur de la "Revue de la Vie" et de la "Revue de la Vie" et de la "Revue de la Vie".

## Parmi les ouvrages qu'il a écrits, on trouve "L'histoire de la Vie" et "L'histoire de la Vie".

## Le décès de l'Union nationale des combattants et des "Croix de Feu" ne pas participer en groupe à la commémoration du 6 février.

## Le front national

## EDMONTON.—La Cour suprême de l'Alberta a renvoyé l'appel de Vivian MacMillan et de son père contre le jugement du juge Ives dans l'affaire MacMillan-Bird.

## Le juge de la cour suprême est basé sur son jugement sur le fait qu'il n'y avait pas de preuve de dommage pour justifier le verdict. Ils estiment que le juge Ives a bien agi en renvoyant de l'accepter.

## Mort du juge Louis Coderre

## MONTREAL.—Le juge Louis Coderre, de la Cour supérieure de Montréal, ancien ministre du cabinet Borden, au titre de secrétaire d'Etat et ministre des mines, est mort à l'âge de 69 ans.

## Il fut député fédéral d'Albion, en 1911, et fut nommé secrétaire d'Etat par Sir Robert Borden le 29 octobre 1912, après la démission de M. P.-D. Monk. Il reprit aussitôt son poste de ministre le 18 février 1913. Il demeura dans le conseil des ministres jusqu'en 1915 et fut nommé juge de la Cour supérieure le 6 octobre 1915.

## En comité des subside, pour examiner le programme social de M. Bennett. Le gouvernement a obtenu une majorité substantielle de 49 voix.

## Tous les députés de l'extrême gauche qui ont voté se sont rangés de son côté. L'amendement a été rejeté par 108 voix contre 63.

## Le premier vote

## Les députés ont donné leur premier vote de la session, occasionné par un amendement du leader libéral, M. Mackenzie King, contre la formation

## de la loi sur le placement.

## Le projet de loi sur le placement

## Le projet de loi sur le placement

## Le projet de loi sur le placement

## Le projet de loi sur le placement

## Le projet de loi sur le placement

## Le projet de loi sur le placement

## Le projet de loi sur le placement

## Le projet de loi sur le placement

## Le projet de loi sur le placement

## Le projet de loi sur le placement

## Le projet de loi sur le placement

## Le projet de loi sur le placement

## Le projet de loi sur le placement

## Le projet de loi sur le placement

## Le projet de loi sur le placement

## Le projet de loi sur le placement

## Le projet de loi sur le placement

## Le projet de loi sur le placement

## Le projet de loi sur le placement

## Le projet de loi sur le placement

## Le projet de loi sur le placement

## Le projet de loi sur le placement

## Le projet de loi sur le placement

## Le projet de loi sur le placement

## Le projet de loi sur le placement

## Le projet de loi sur le placement

## Le projet de loi sur le placement

## Le projet de loi sur le placement

## Le projet de loi sur le placement

## Le projet de loi sur le placement

## Le projet de loi sur le placement

## Le projet de loi sur le placement

## Le projet de loi sur le placement

## Le projet de loi sur le placement

## Le projet de loi sur le placement

## Le projet de loi sur le placement

## Le projet de loi sur le placement

## Le projet de loi sur le placement

## Le projet de loi sur le placement

## Le projet de loi sur le placement

## Le projet de loi sur le placement

## Le projet de loi sur le placement

## Le projet de loi sur le placement

## Le projet de loi sur le placement

## Morte à 108 ans

## MME JOSEPH GLADU,

## la plus vieille centenaire du

## Manitoba

## MME JOSEPH GLADU,

## la plus vieille centenaire du

## Manitoba

## MME JOSEPH GLADU,

## la plus vieille centenaire du

## Manitoba

## MME JOSEPH GLADU,

## la plus vieille centenaire du

## Manitoba

## MME JOSEPH GLADU,

## la plus vieille centenaire du

## Manitoba

## MME JOSEPH GLADU,

## la plus vieille centenaire du

## Manitoba

## MME JOSEPH GLADU,

## la plus vieille centenaire du

## Manitoba

## MME JOSEPH GLADU,

## la plus vieille centenaire du

## Manitoba

## MME JOSEPH GLADU,

## la plus vieille centenaire du

## Manitoba

## MME JOSEPH GLADU,

## la plus vieille centenaire du

## Manitoba

## MME JOSEPH GLADU,

## la plus vieille centenaire du

## Manitoba

## MME JOSEPH GLADU,

## la plus vieille centenaire du

## Manitoba

## MME JOSEPH GLADU,

## la plus vieille centenaire du

## Manitoba

## MME JOSEPH GLADU,

## la plus vieille centenaire du

## Manitoba

## MME JOSEPH GLADU,

## la plus vieille centenaire du

## Manitoba

## MME JOSEPH GLADU,

## la plus vieille centenaire du

## Manitoba

## MME JOSEPH GLADU,

## la plus vieille centenaire du

## Manitoba

## MME JOSEPH GLADU,

## la plus vieille centenaire du

## Manitoba

## MME JOSEPH GLADU,

## la plus vieille centenaire du

## Manitoba

## MME JOSEPH GLADU,

## la plus vieille centenaire du

## Manitoba

## MME JOSEPH GLADU,

## la plus vieille centenaire du

## Manitoba

## MME JOSEPH GLADU,

## la plus vieille centenaire du

## Manitoba

## MME JOSEPH GLADU,

## la plus vieille centenaire du

## Manitoba

## MME JOSEPH GLADU,

## la plus vieille centenaire du

## Manitoba

## MME JOSEPH GLADU,

## la plus vieille centenaire du

## Manitoba

## Morte à 108 ans

## MME JOSEPH GLADU,

## la plus vieille centenaire du

## Manitoba

## MME JOSEPH GLADU,

## la plus vieille centenaire du

## Manitoba

## MME JOSEPH GLADU,

## la plus vieille centenaire du

## Manitoba

## MME JOSEPH GLADU,

## la plus vieille centenaire du

## Manitoba

## MME JOSEPH GLADU,

## la plus vieille centenaire du

## Manitoba

## MME JOSEPH GLADU,

## la plus vieille centenaire du

## Manitoba

## MME JOSEPH GLADU,

## la plus vieille centenaire du

## Manitoba

## MME JOSEPH GLADU,

## la plus vieille centenaire du

## Manitoba

## MME JOSEPH GLADU,

## la plus vieille centenaire du

## Manitoba

## MME JOSEPH GLADU,

## la plus vieille centenaire du

## Manitoba

## MME JOSEPH GLADU,

## la plus vieille centenaire du

## Manitoba

## MME JOSEPH GLADU,

## la plus vieille centenaire du

## Manitoba

## MME JOSEPH GLADU,

## la plus vieille centenaire du

## Manitoba

## MME JOSEPH GLADU,

## la plus vieille centenaire du

## Manitoba

## MME JOSEPH GLADU,

## la plus vieille centenaire du

## Manitoba

## MME JOSEPH GLADU,

## la plus vieille centenaire du

## Manitoba

## MME JOSEPH GLADU,

## la plus vieille centenaire du

## Manitoba

## MME JOSEPH GLADU,

## la plus vieille centenaire du

## Manitoba

## MME JOSEPH GLADU,

## la plus vieille centenaire du

## Manitoba

## MME JOSEPH GLADU,

## la plus vieille centenaire du

## Manitoba

## MME JOSEPH GLADU,

## la plus vieille centenaire du

## Manitoba

## MME JOSEPH GLADU,

## la plus vieille centenaire du

## Manitoba

## MME JOSEPH GLADU,

## la plus vieille centenaire du

## Manitoba

## MME JOSEPH GLADU,

## la plus vieille centenaire du

## Manitoba

## MME JOSEPH GLADU,

## la plus vieille centenaire du

## Manitoba

## PROJET DE COOPERATIVE AVICOLE

Les producteurs des trois provinces de l'Ouest seront appelés à voter dans la semaine du 16 au 23 février—Pour maintenir la qualité des produits et en réguler la vente

Dans la semaine du 16 au 23 février, les aviculteurs des trois provinces de l'Ouest auront l'avantage de pouvoir voter sur un projet ayant pour but de réglementer la vente des oeufs et de la volaille vivante et habitée. Le vote sera pris par l'entremise des bureaux de poste locaux.

Le projet en question est soumis et accepté par la Commission fédérale des ventes, en vertu de la loi de vente des produits naturels, afin d'obtenir et de maintenir un haut niveau dans la qualité des produits et d'en réguler la vente.

Exemples

Le projet s'applique aux oeufs et à la volaille vivante et habitée, mais en acceptant: 1) les oeufs et la volaille requises par le producteur enregistré pour sa consommation personnelle; 2) les oeufs employés ou vendus pour la cuisson ou la fabrication; 3) la volaille employée, transférée ou vendue pour les fins de reproduction ou d'exposition; 4) la volaille et les oeufs vendus directement au consommateur (non pour la vente en détail) par un producteur enregistré; 5) un permis à cet effet; 6) la volaille et les oeufs de toute personne qui n'est pas un producteur enregistré.

Par producteur enregistré, on entend un producteur qui possède un troupeau de plus de 25 têtes.

Commission locale

Il y aura donc une commission locale, la "Commission de placement et d'assurance-chômage" qui sera composée de sept membres. Le gouvernement se réserve le droit de nommer le président des commissaires à sa discrétion. Les deux autres commissaires seront nommés, l'un après consultation d'organisations de travailleurs, l'autre après consultation d'organisations d'employeurs.

Les commissaires







**TOUPIN LUMBER & FUEL CO.**  
Tél. 201 105-06  
SERVICE PROMPT, EFFICACE ET COURTOIS











